

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Il était une fois l'Occident

Le destin américain est un avertissement:
Nous devons protéger notre culture politique, nos institutions, notre Etat

par Jakob Augstein

Il fut un temps où le mot «Occident» avait une signification. Il contenait des buts et des valeurs, la dignité de la démocratie et la justice envers la tyrannie et l'arbitraire. Mais ça, c'est le passé. L'Occident n'existe plus. Celui qui veut évoquer l'Europe et les Etats-Unis dans un même souffle, devrait en avoir le souffle coupé. Après tout ce que nous entendons par ce terme, l'Amérique n'est plus un pays occidental.

C'est un système de gouvernement qui est fermement tenu par les élites, un militarisme agressif envahissant, qui a provoqué au cours des dix dernières années deux guerres coûteuses, et une société profondément divisée socialement et politiquement, qui s'éloigne par son aveuglement idéologique de plus en plus de l'idée fondamentale de la démocratie: le compromis.

L'Amérique a changé. Elle s'est éloignée de l'Occident.

L'écroulement social de ce pays riche donne le vertige. Le prix Nobel d'économie *Joseph Stiglitz* vient d'en faire la description: Le 1% le plus riche des Américains possède un bon quart du revenu total – il y a 25 ans, la proportion était de 12%. Il possède 40% de la fortune totale – il y a 25 ans, cette proportion était de 33%. *Stiglitz* affirme que dans un grand nombre des pays du tiers monde, les différences de revenus entre pauvres et riches auraient diminué. Aux Etats-Unis, elles ont augmenté.

L'économiste *Paul Krugman*, prix Nobel lui aussi, a écrit que la voie de l'Amérique menait vers un «état de république bananière». Le cynisme social et l'indifférence de la société envers le tiers monde sont devenus le signe distinctif de l'Amérique. Cela accélère la dégradation de la société. Car plus l'inégalité grandit, moins les riches voudront participer à l'intérêt général. Quand une société comme *Apple* avec ses 76 milliards de dollars dispose de plus de réserves



«Vu de l'Europe, tout ceci fait une impression très étrange: une culture politique différente de la nôtre. D'autres règles, d'autres critères. Nous observons de plus en plus l'Amérique avec le net sentiment d'être différents. Le destin américain est un avertissement: nous devons protéger notre culture politique, nos institutions, notre Etat.» (Infographie roho/hd)

que le gouvernement de Washington, on ne comprend pas, en tant qu'Européen, l'opposition des républicains aux hausses d'impôts, comme quelque chose d'autodestructeur.

Il en va de même pour la culture politique altérée de l'Amérique qui mérite de moins en

moins le nom d'Etats-Unis à juste titre. Dans le débat politique américain, on retrouve quotidiennement un sentiment qu'on ne connaît plus en Allemagne depuis la fin du débat concernant la politique de l'Est de *Brandt*: la haine. En même temps l'aveuglement ravit

la place à la raison. La baisse des impôts devient un culte et l'éloignement de l'Etat une idéologie. Il y a longtemps que dans cette nouvelle guerre civile américaine, le respect de la plus haute charge de l'Etat a été sacrifié. Le fait que *Barack Obama* soit le premier président noir du pays, a probablement joué un rôle dans ce domaine.

Il n'y a pas de planche de salut en vue. En Amérique, on ne peut plus miser sur la politique. La dépendance des députés et des sénateurs des dons des riches est trop grande. Il n'y aura pas non plus de prise révolutionnaire d'une bastille quelconque. La rage est grande dans le peuple, mais les élites ont depuis longtemps réussi de la contrôler et de la canaliser. Les frères *David* et *Charles Koch*, des industriels milliardaires, étaient les parrains de la fondation du *Tea Party Mouvement*, et leur porte-voix est la chaîne de télévision *Fox News* de *Rupert Murdoch*, spécialisée dans le dénigrement.

Vu de l'Europe, tout ceci fait une impression très étrange: une culture politique différente de la nôtre. D'autres règles, d'autres critères. Nous observons de plus en plus l'Amérique avec le net sentiment d'être différents.

Le destin américain est un avertissement: nous devons protéger notre culture politique, nos institutions, notre Etat. Le succès de *Thilo Sarrazin* a démontré que l'Allemagne n'est pas non plus à l'abri de la froideur culturelle, dans laquelle les fonctions vitales du système finissent par se figer. Et notre société aussi a déjà bien avancé sur la voie de l'inégalité et de la dédémocratisation.

Le destin des Etats-Unis est aussi une chance: dans la mesure où l'Amérique s'éloigne de nous, nous devons apprendre à penser en tant qu'Européens. L'Occident, c'est nous.

Source: *Spiegel Online* du 4/8/11.

(Traduction *Horizons et débats*)

Joseph Stiglitz à propos des Etats-Unis: «Maintenant, nous pratiquons l'inégalité au niveau mondial.»

Longtemps, les Etats-Unis ont été fiers d'être une société juste dans laquelle chacun avait les mêmes chances de s'élever dans la société, mais les statistiques montrent autre chose: Un citoyen pauvre et même un citoyen appartenant à la classe moyenne a moins de chances de parvenir au sommet de la société que dans beaucoup de pays d'Europe. Il est défavorisé dès le départ. C'est ce sentiment d'un système injuste n'offrant aucune perspective qui a provoqué l'embrasement du Proche-Orient: La hausse du prix des denrées alimentaires et un chômage des jeunes croissant n'ont été que l'étincelle. Le fait que le chômage des jeunes aux Etats-Unis se situe aux alentours de 20% (et à certains endroits, il est deux fois plus élevé dans certains groupes socio-démographiques); le fait qu'un Américain sur six qui voudrait avoir un emploi à temps plein n'en trouve pas, le fait qu'un Américain sur sept reçoive des coupons alimentaires (et que la même proportion à peu près

souffre d'«insécurité alimentaire»), tout cela indique assez que quelque chose a bloqué l'extension vers le bas de la prospérité réservée au 1% supérieur». [...]

Le 1% supérieur des Américains accapare aujourd'hui un quart de la totalité des revenus annuels du pays. Si l'on considère la richesse plutôt que les revenus, on constate que ce 1% supérieur en contrôle 40%. Et sa situation s'est considérablement améliorée. Il y a 25 ans, 12% de la population contrôlaient 33% de la richesse. [...]

Si l'on considère simplement la masse de richesses que le 1% supérieur contrôle dans ce pays, on est tenté de penser que cet accroissement des inégalités est un acquis purement américain. Au début, nous étions à l'arrière du peloton mais maintenant nous pratiquons l'inégalité au niveau mondial et il semble bien que nous allons encore développer cet acquis pendant des années car ce qu'il a rendu possible s'automaintient. [...]

Argent et politique correspondent parfaitement: Presque tous les sénateurs et la plupart des députés à la Chambre des représentants font partie du 1% supérieur au moment où ils entrent en fonctions et leur argent les y maintient. Ils savent que s'ils favorisent ce 1%, celui-ci les récompensera quand ils quitteront leurs fonctions. D'une manière générale, les décideurs politiques les plus importants en matière de commerce et d'économie appartiennent à cette classe. [...]

Au plan des inégalités de revenus, les Etats-Unis se situent derrière tous les pays de la vieille Europe que *George W. Bush* tournait en dérision, la jugeant sclérosée. Nos pendants les plus proches sont la Russie avec ses oligarques et l'Iran. Alors que beaucoup des anciens foyers d'inégalités d'Amérique latine, par exemple le Brésil, se sont efforcés ces dernières années avec un certain succès à lutter contre la pauvreté et à réduire les différences de revenus, les Etats-Unis ont laissé se creuser les inégalités. [...]

Au XIX^e siècle, les économistes essayaient de justifier les inégalités qui leur paraissaient si inquiétantes, or elles étaient bien moins marquées qu'aujourd'hui. [...]

Les inégalités aux Etats-Unis défigurent notre société de toutes les manières imaginables. [...]

Ces dernières semaines, nous avons vu des milliers de personnes descendre dans les rues pour protester contre la situation politique, économique et sociale qui règne dans les sociétés répressives où elles vivent. [...]

Observant la passion exprimée par certains peuples dans les rues, nous devons nous poser la question de savoir quand cela se produira aux Etats-Unis. A bien des égards, l'Amérique ressemble à ces pays lointains en crise.

Source: *Vanity Fair*, www.vanityfair.com/society/features/2011/05/top-one-percent-201105?printable=true#ixzz1ULlBu4b

(Traduction *Horizons et débats*)

Les «Verts» obéissent-ils à une idéologie ou simplement à un sentiment superficiel?

ab/thk. Aujourd'hui, lorsqu'un «Vert» lit la Loi allemande de 1935 sur la protection de la nature, il doit vibrer d'enthousiasme: Elle est complète, réfléchie, formulée avec soin, soucieuse de protection durable. Et plus le «Vert» d'aujourd'hui s'y plonge, plus son enthousiasme doit augmenter. Mais il préfère ne pas voir qu'Hitler, en raison des réparations, du chômage de masse et de la demande américaine d'édifier un bastion contre le communisme, a choisi la voie de la dictature et de la guerre et qu'il avait besoin pour cela de l'enthousiasme écologiste. Cela pourrait gêner ceux qui, secrètement, sacrifient déjà les valeurs européennes à la vague verte.

En Europe, dans les années 1950-60, les citoyens et les sociopsychologues se demandaient ce qui avait rendu possible le désastre de la Seconde Guerre mondiale. La psychologie jungienne évoquait l'archétype Wotan qui aurait ressurgi dans les profondeurs de l'âme allemande. Cette interprétation psychologique a toujours cours aux Etats-Unis. D'autres se réfèrent à la «Psychologie des masses» de Gustave Le Bon. On tombait d'accord sur le fait qu'Hitler

avait fait appel aux émotions pour s'engager dans sa voie antidémocratique.

Ceux qui, aujourd'hui, professent une pensée écologiste scientifique et sont en quête des contenus et des structures de l'idéologie vert, s'avancent en terrain semé de difficultés: le caméléon change de couleur selon l'endroit où il se trouve. Les points communs sont uniquement la volonté constante de se transformer, le mouvement, le recours constant à l'opposition citoyenne dans les «ateliers du futur», la révolution permanente, le trotskisme sous sa forme située entre le «liquide» et le «légèrement gazeux». L'objectif déclaré des Américains est la domination impérialiste au moyen du soft power.

La nouvelle «écologie» de 2011 est-elle une idéologie ou un simple sentiment? Est-elle différente pour chaque individu? Nous aimons tous le printemps et entretenons nos jardins et nos pots de fleurs avec amour. L'«écologie» va-t-elle représenter, comme dans l'Allemagne nazie, la voie antidémocratique et mortifère que l'Empire du dollar en décadence réserve à l'Europe? Allons-nous suivre la voie antidémocratique au profit du grand capital, du système dollar-euro, sous

la forme du «Mécanisme de stabilité européen» en préparation ou sous une autre forme? Avec en toile de fond l'idée absurde de Peter Singer de droits de l'homme pour les animaux maintenant qu'il a enfin dû quitter la scène en tant que paragon de l'euthanasie. L'archétype Gaïa va-t-il remplacer le Wotan des années 1930?

Cela fait donc du bien de lire les réflexions de Václav Klaus qui distingue l'écologie, qui est une science, de l'environnementalisme, qui est une idéologie concoctée par des laboratoires d'idées américains. Il est nécessaire de faire le tri.

Ce que l'on ne doit pas abandonner, ce sont les valeurs européennes qui sont incompatibles avec l'utilitarisme anglo-saxon: le droit naturel, la doctrine sociale, la citoyenneté de l'homme, valeur qui a donné à nos Etats nations démocratiques une structure apte à évoluer et l'égalité des citoyens, résultat des Lumières.

Et en ce qui concerne la Suisse, ajoutons: Ce à quoi il ne faut absolument pas porter atteinte est un type particulier de démocratie directe faite de subsidiarité, de fédéralisme et de neutralité.

«Définition du problème»

par Václav Klaus

Le texte ci-dessus est un extrait de l'ouvrage de Václav Klaus intitulé «Planète bleue en péril vert. Qu'est-ce qui est en danger aujourd'hui: le climat ou la liberté?»*

Je voudrais commencer par exprimer nettement mon accord avec les conceptions des libéraux classiques, cette espèce d'hommes peut-être déjà condamnée à disparaître. Ils ont tout à fait raison d'affirmer que la cause la plus importante des menaces sur la liberté, la démocratie, l'économie de marché et la prospérité économique à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècle n'est pas le socialisme (et, 17 ans après la «Révolution de velours», absolument pas sa forme extrême, le communisme, que nous avons vécue dans notre chair) mais l'idéologie ambitieuse, très arrogante et presque sans scrupules d'un mouvement politique qui, à l'origine modeste et peut-être animé de bonnes intentions, a commencé avec la protection de l'environnement mais qui, avec le temps, s'est transformé en environnementalisme, idéologie qui n'a presque plus rien à voir avec l'environnement.

Ce mouvement idéologique est devenu l'alternative dominante aux idéologies vouées résolument et en priorité à la liberté de l'homme. C'est une conception philosophique qui veut changer le monde de manière

radicale et à n'importe quel prix (donc au prix de la restriction des libertés et de la vie humaines), qui veut changer l'homme, ses comportements, l'ordre social et le système de valeurs, c'est-à-dire tout.

Pour écarter tout malentendu et éviter que l'on pense que je cherche à m'immiscer dans le domaine scientifique et dans l'écologie scientifique, je préciserai ceci: L'environnementalisme n'a rien à voir avec les sciences de la nature et – ce qui est encore plus grave – avec la sociologie, pour autant qu'il s'aventure sur leur territoire. Précisons que certains scientifiques oublient leurs principes scientifiques dès qu'ils s'y meuvent.

Bien que l'environnementalisme se veuille scientifique, c'est fondamentalement une idéologie métaphysique qui refuse de voir le monde, la nature et l'homme tels qu'ils sont, qui refuse de considérer son évolution naturelle et considère l'état actuel de la nature et du monde comme un absolu et se réfère à une norme intouchable que toute modification arbitraire menacerait fatalement.

Lors de sa conférence tenue à New York il y a quelque temps et qui a été diffusée mondialement, Al Gore disait expressément que nous sommes confrontés à une «catastrophe planétaire» et que si nous ne faisons rien au cours des dix prochaines années, la destruction irréversible de la planète la rendra inévitablement inhabitable. Cette affirmation alarmante est tout à fait absurde. Elle oublie notamment que l'histoire de notre planète, la constitution et la forme de la Terre, des cours d'eau, la structure des règnes animal et végétal, l'atmosphère, etc. sont soumis à un pro-

cessus permanent de transformation produit aussi bien par des mécanismes endogènes de la nature que par des facteurs exogènes qui, comme les effets du soleil, échappent totalement à notre action.

Au cours des derniers millénaires, l'homme est sans aucun doute devenu un facteur de changement, finalement un facteur exogène pour les environmentalistes. Son comportement a entraîné des modifications du paysage, de l'évolution des variétés d'animaux et de plantes et aussi, en partie, du climat. En même temps, cependant, on ne connaît pas l'importance de l'influence réelle de l'homme sur les changements, à l'exception de changements locaux.

Si les critères des environmentalistes actuels étaient valables par exemple pour les différentes étapes historiques du développement de l'humanité, nous pourrions sans doute dire que nous sommes à la fois les témoins et les agents d'une catastrophe écologique permanente, que nous avons modifié les biotopes et les paysages originels, que nous avons remplacé la faune et la flore d'origine par les cultures agricoles, ce qui a entraîné des changements climatiques (par l'irrigation ou au contraire par l'extension des déserts à la suite de la déforestation et du refoulement de la végétation). Le bon sens nous dit que nous ne devons pas faire cela. Aux yeux des environmentalistes d'aujourd'hui, la déforestation de la forêt primaire dans nos régions était sans aucun doute une épouvantable catastrophe écologique, mais cela a permis de créer les paysages ruraux qui nous entourent, et reconnaissons que cela



ISBN 978-23579-7000-7

représente – pas seulement d'un point de vue esthétique – un dédommagement plus qu'acceptable.

Si nous prenons au sérieux les réflexions des environmentalistes, nous constatons que c'est une idéologie antihumaniste pour laquelle la source fondamentale des problèmes réside uniquement dans la propagation de l'espèce Homo sapiens qui, à la suite

Suite page 3

Al Gore et le mauvais usage des thèmes et approches écologistes

Ce que M. Bursik est pour la République tchèque, Al Gore l'est au niveau mondial. Je l'ai rencontré lors d'un débat télévisé en février 1991 alors que l'on préparait la Conférence de Rio qui a prévu un grand nombre des erreurs que l'on constate aujourd'hui. Al Gore considère la protection de l'environnement comme le «meilleur principe central d'organisation de l'Etat moderne» autour duquel tout devrait «tourner», ce qui est tout à fait absurde. A l'époque déjà, je n'avais été d'accord avec lui sur presque aucun des sujets. En revanche, je suis d'accord avec B. Lomborg et R. Rose quand ils disent qu'Al Gore veut créer une «société obsédée par l'écologie», qu'il «effectue une mission» dont le but est «de transformer notre société de fond en comble à cause du danger représenté par le réchauffement climatique.»

Je ne vais même pas tenter de critiquer son documentaire parce qu'il constitue une offense à ce genre. Après l'avoir vu, l'un de mes conseillers, M. Petrik, a rédigé,

pour le magazine Euro un article qu'il a intitulé «Une démagogie désagréable». Je me permets de le citer: «Il s'agit d'un exposé idéologique et écologiste qui réunit presque tous les vices dont on peut se rendre coupable. Des graphiques sans échelles, indices ni unités, un jeu émotionnel dont même les militants de Greenpeace auraient honte. Ainsi, dans une présentation rappelant une bande dessinée, on nous montre un ours blanc qui nage et n'arrive pas à trouver une plaque de glace flottante pour s'y reposer. Celle qu'il trouve se brise si bien qu'il doit continuer à nager, promis à une mort certaine. Il n'est pas du tout question des méthodes qui ont présidé à la collecte des faits principaux et à l'établissement des pronostics. Puis vient l'extrapolation de ces événements tragiques avec des valeurs maximales et la présentation de catastrophes imminentes (une nouvelle ère glaciaire?). Ensuite le politicien apparaît en sauveur qui peut (lui seul?) prévenir la catastrophe et sauver l'humanité.»

Le moralisme de Gore est symptomatique. «L'auteur évoque également le sort de son propre fils car ce n'est qu'après son accident qu'il a pris conscience de ce que le monde signifiait véritablement pour lui. Il fait de même à propos de sa sœur qui avait fumé toute sa vie et est morte d'un cancer des poumons. On a là les éléments classiques des rituels religieux, du réveil à la révélation.» Le résultat est évident: «Il n'est pas question de science dans ce film, encore moins d'écologie, mais uniquement d'un mauvais usage de thèmes et d'approches écologistes.» Jetons un coup d'œil sur les livres d'Al Gore. «Earth in the Balance», paru en 1992 («Sauver la planète Terre. L'écologie et l'esprit», 1993) – dont nous avons débattu lors de l'émission de télévision déjà mentionnée – a été suivi, en 2006, de l'ouvrage intitulé «An Inconvenient Truth. The Planetary Emergency of Global Warming and what we can do about it» («Une vérité qui dérange. L'urgence planétaire du réchauffement cli-

matique et ce que nous pouvons faire pour y remédier», 2007). Ce qu'il y a de plus grave dans ce dernier ouvrage, c'est que l'auteur nous assène un a priori: il est le seul à détenir la vérité. Il est extrêmement sûr de lui et étant donné qu'il considère le sujet comme un «problème moral», il nous le présente en moraliste et de manière hautaine. Le livre fourmille d'expressions qu'il vaut la peine de citer en anglais: «my passion for the Earth», «planetary emergency», «terrible catastrophes», «the extinction of living species». Je trouve presque fascinante son affirmation que «la pire catastrophe de l'histoire de la civilisation humaine se prépare» (introduction). Il se sent investi d'une «mission générationnelle» alors que les autres font preuve d'un «cynisme» absolu. La lecture de ce livre est triste mais instructive.

Tiré de: Klaus, Václav. Blauer Planet in grünen Fesseln. Was ist bedroht: Klima oder Freiheit? Wien 2007. ISBN 978-3-900812-15-7

«Définition du problème»

suite de la page 2

de l'évolution de l'intelligence de l'homme et de sa capacité à transformer la nature et à l'utiliser pour propager l'espèce, s'est écarté du cadre traditionnel de la nature. Ce n'est pas un hasard si toute une série d'environmentalistes ne placent pas l'homme au centre de leurs réflexions. Il n'y a pas consensus sur la question de savoir si l'on peut utiliser, pour désigner la conception opposée, le terme tout à fait correct d'anthropocentrisme, mais je reconnais qu'il représente un élément indispensable de ma pensée et également – je crois – des réflexions sur la race humaine dans son ensemble. L'ethnocentrisme, en revanche, est, de même que l'hypothèse Gaïa, qui repose sur une divinisation de la Terre, une chose toute différente.

Les environmentalistes, semble-t-il, ne tiennent pas compte du fait que l'aspect d'une grande partie de la masse terrestre est le produit d'activités humaines conscientes et que les conflits qui sont provoqués si souvent par les protecteurs de l'environnement ne visent pas à protéger l'état originel de la nature mais le produit historique des activités humaines. Ainsi, il n'existe pas de critères précisant pourquoi, dans telle ou telle région, il faudrait limiter les activités humaines pour protéger les espèces animales qui s'y sont propagées après que l'homme y ait modifié le paysage au cours des siècles.

Les environmentalistes ignorent également le fait que, comme l'homme qui cherche constamment à améliorer ses conditions de vie, la nature se transforme. Alors que les conditions de vie de certaines espèces animales ou végétales se détériorent à la suite des actions humaines, inversement, celles d'autres espèces s'améliorent et la nature contribue d'une manière très souple à ces modifications. Il en a toujours été ainsi, même avant l'apparition de l'homme. C'est pourquoi les statistiques qui indiquent combien d'espèces ont disparu ces dernières années sont trompeuses. Et pourtant elles constituent un argument fort à l'appui de l'imposition de différentes interdictions et limitations en faveur de la protection des espèces. Les espèces naissent et disparaissent uniquement parce que la nature s'adapte constamment aux situations qui changent.

Il n'existe pas d'état du monde optimal donné au départ. L'état du monde est le résultat de l'interaction entre un nombre gigantesque de facteurs cosmiques, géologiques, climatiques (parmi beaucoup d'autres), y compris les effets de divers éléments du vivant qui recherche constamment les meilleures conditions possibles pour se reproduire. L'équilibre qui prévaut dans la nature est de nature dynamique. (Il est fait d'un grand nombre de déséquilibres.)

L'attitude des environmentalistes à l'égard de la nature ressemble à l'approche marxiste des lois de l'économie car elles aussi s'efforcent de remplacer la libre spontanéité de l'évolution du monde (et de l'humanité) par une évolution planifiée prétendument optimale, centraliste ou, comme on dit aujourd'hui, globale. Cette approche – comme ce fut le cas également chez ses pré-

L'environmentalisme n'est pas une réponse rationnelle et scientifique

«Je suis d'accord avec l'interprétation d'Ivan Brezina, par exemple dans son article «L'écologisme, une religion verte». Biologiste de formation, il fait une distinction nette et justifiée entre cette religion verte et l'«écologie scientifique», ce que beaucoup n'ont toujours pas compris, ou font semblant de ne pas comprendre. Pour lui, l'environmentalisme (il utilise le terme d'«écologisme») n'est pas du tout une «réponse rationnelle et scientifique à la crise écologique réelle» qui – j'ajouterais – n'existe absolument pas, mais comme la condamnation en bloc de «la forme de civilisation actuelle». L'environmentalisme radical part de l'idée que l'erreur «est profondément ancrée dans la société moderne» qui doit donc être changée.

Ivan Brezina a aussi réagi extrêmement rapidement à l'affaire Al Gore et à l'extrême gaspillage d'énergie électrique dans sa maison. Dans son article «Le grand-prêtre de la religion du réchauffement est démasqué», il révèle de manière intransigeante l'hypocrisie de ces gens.»

Tiré de: Klaus, Václav. *Blauer Planet in grünen Fesseln. Was ist bedroht: Klima oder Freiheit? Wien 2007.*

décès communistes – est une utopie qui conduit à des résultats tout différents de ceux qui étaient prévus. Comme les autres utopies, celle-ci n'est applicable qu'en limitant les libertés sous le diktat d'une petite minorité d'élus face à une grande majorité de l'humanité (et elle est irréalisable).

La nature bizarre de l'environmentalisme se caractérise par le fait, facile à prouver, qu'au cours du temps, les cibles des attaques des écologistes se sont modifiées parce que l'objet concret de la critique n'est pas si important. Ce qui importe, c'est de créer un sentiment de menace d'une ampleur insoupçonnée et de rendre crédible le caractère actuel de cette menace. Si l'on réussit à créer une telle atmosphère, il apparaît qu'on a le devoir d'agir, et cela immédiatement, de ne pas se laisser retenir par des détails, de ne pas se préoccuper du coût des mesures, de ne pas tenir compte de l'argent gaspillé à la suite du changement de priorités, de contourner les normes en vigueur ainsi que les procédures prétendument «lentes» de la démocratie parlementaire, de ne pas attendre que le citoyen «ordinaire» comprenne les choses, et de prendre des décisions directes, ces décisions étant prises naturellement par ceux qui savent comment ça fonctionne. •

Le Club de Rome et l'«explosion démographique»

Ce n'est pas un hasard si l'environmentalisme a commencé avec la qualité de l'eau des cours d'eau et des lacs ainsi qu'avec le smog des zones industrielles pour passer à l'exploitation des ressources naturelles – l'étude «les Limites de la croissance» commandée par le *Club de Rome*, est célèbre mais absurde – s'il a prédit, dans le sillage de *Thomas Robert Malthus*, une «explosion démographique», s'il s'est concentré sur le DDT, les pesticides et d'autres produits chimiques, s'il a découvert les pluies acides, mis en garde contre la disparition des espèces, la fonte des glaciers, l'élévation du niveau des océans, le trou d'ozone, l'effet de serre et finalement le réchauffement global. Cependant il s'est empressé d'oublier certains de ces phénomènes parce qu'ils ont été résolus efficacement par le comportement naturel et autonome des hommes.

Tiré de: Klaus, Václav. *Blauer Planet in grünen Fesseln. Was ist bedroht: Klima oder Freiheit? Wien 2007.*

Les antidémocrates sont à l'affut**Agnoli et l'Union socialiste allemande des étudiants (SDS)**

«Macht aus dem Staat Gurkensalat!» [A bas l'Etat!]

Johannes Agnoli, «Die Transformation der Demokratie», 2004, ISBN 3894582324

Grover Norquist, président du lobby «Américains pour une réforme fiscale»

«Je ne veux pas du tout détruire l'appareil de l'Etat, je voudrais simplement le concentrer au point de pouvoir le noyer dans la baignoire.»

citée dans «Focus» du 1/8/11

Grover Norquist et le Tea Party

«Dans l'aile républicaine du *Tea Party*, conservatrice en matière fiscale, il a trouvé de fidèles alliés qui sont obstinément opposés à toute tentative d'accord. Dans le *Tea Party*, la simple pensée d'augmenter les impôts est taboue. [...]

Dès qu'Obama demande des hausses d'impôts mesurées pour les Américains les plus riches, *Norquist* dirige le pouce vers le bas. Quand le *Tea Party* appelle à des coupes massives dans les dépenses sociales, il le lève vers le ciel. L'historien *Alan Brinkley*, du magazine «Bloomberg Businessweek», a déclaré qu'il ne connaissait «personne en dehors du gouvernement qui ait une aussi grande influence politique».

Seuls ceux qui s'engagent par un «pacte» à ne jamais accepter de nouveaux impôts reçoivent de l'argent de *Norquist*. [...]

236 députés au Congrès et 41 sénateurs ont signé le document. Les renégats se voient rapidement couper les vivres et, lors d'élections, opposer un autre candidat.»

«Focus» du 1/8/11

Le Tea Party, Grover Norquist et la touche de romantisme révolutionnaire de l'Ayn-Rand-Institute

«L'essence de ma philosophie est une conception de l'homme être héroïque qui fait de son bonheur le but moral de sa vie, dont l'activité productrice est la plus noble activité et dont le seul absolu est la raison.

1. Question: Quel devrait être le but de la vie de l'homme? Réponse: Sa vie.
2. Question: Selon quel principe fondamental devrait-il agir pour réaliser ce but? Réponse: Selon sa propre rationalité.
3. Question: Qui devrait profiter de ses actions? Réponse: Lui-même.»

Ayn Rand, www.aynrand.de, www.aynrand.org

Endettement par habitant en 2011 en euro

«Focus» du 1/8/11

Que veut la vague verte en Europe?

«Les Etats nations doivent comprendre que leur grande époque identitaire se termine. Ils doivent même accélérer le processus afin de sauver la Terre de manière constructive. [...]

Aussi la mission historique des Etats nations est-elle aujourd'hui d'instaurer un droit environnemental valable dans le monde entier qui soit plus fort que les Etats nations et que les multinationales. [...]

L'un des principaux problèmes, si ce n'est le plus grand, est que le niveau national imprègne encore trop fortement notre conscience.»

Jürgen Trittin, «Le rôle de l'Etat nation dans la politique environnementale internationale», discours prononcé le 8/12/2001 à l'Université libre de Berlin. www.bmu.bund.de/redenarchiv/14_legislaturperiode/trittin/doc/print/604.php

«L'Allemagne disparaît chaque jour un peu plus, et je trouve ça formidable.»

Jürgen Trittin cité dans Gerhard Bauer, «Deutschland wird abgeschafft» <http://deutschebeck.wordpress.com/2011/05/11/deutschland-wird-abgeschafft/>

Kretschmann et son activité extraparlamentaire: pourquoi a-t-il besoin d'un double mandat de prédicateur et de ministre-président?

«Le Parti, dit-on dans le jargon moderne des décideurs, a depuis longtemps une assise si large que son absence considérable de personnalité ne lui nuit manifestement pas mais lui profite lors d'élections. La «génération Facebook» et les amis de la nature, les adversaires des grands projets, les partisans de l'agriculture bio et ceux qui ne trouvent plus sexy le vieux SPD, tout cet ensemble hétéroclite se trouve encore à l'aise auprès des Verts. (p. 27)

[...] Et en même temps, les Verts réussissent à ne pas perdre leur caractère oppositionnel et malin. Même le fait que des soldats allemands tuent et se font tuer à l'étranger n'éveille pas les passions et ne suscite pas de prises de position fondamentales. L'idée défendue autrefois selon laquelle il est urgent d'agir pour sauver la planète, que *Kretschmann* et d'autres Verts influents partisans du réalisme en politique ont toujours rejetée comme un symptôme d'un alarmisme inutile et déprimant s'est depuis longtemps transformée en une invitation à une *tea party* adressée à toutes les personnes de bonne volonté. (p. 28)

[...] Cet écologiste préfère écrire des phrases comme celle-ci: «Car ce n'est que là où il y a pénurie qu'on trouve la liberté.» (p. 29)

Extrait de Peter Henkel, Johanna Henkel-Waidhofer, «Winfried Kretschmann – Das Porträt», Freiburg, 2011, ISBN 3451332555



ISBN 978-3-900812-15-7

Les Japonais étaient avertis

par Alex Baur

hd. Les questions posées par la réduction des risques des centrales nucléaires, soulevées par exemple dans le n° 31 du 8 août dernier par H. W. Gabriel, ingénieur dans le domaine du nucléaire, attendent toujours des réponses de collègues et de politiques responsables. Dans une démocratie, ces problèmes qui représentent un risque pour tous les citoyens ne doivent pas être passés sous silence. Ils ne doivent pas non plus être masqués par une vague politique verte. La démocratie exige l'honnêteté.

Dans ce contexte, l'article d'Alex Baur sur les mesures de modernisation nécessaires des centrales nucléaires japonaises, dont les Japonais avaient été informés dans un rapport d'expertise datant déjà de 1983 est très instructif. Des ingénieurs suisses précisaient ce qui devait être amélioré dans cette génération de centrales.

En Europe, les exploitants des centrales nucléaires ont effectué ces améliorations à l'époque, mais au Japon et aux Etats-Unis, les études portant sur la sécurité ont disparu dans des tiroirs.

Ferruccio Ferroni se rappelle très bien son voyage au Japon à l'automne 1992. Cet ingénieur en chef de la société *Elektrowatt*, aujourd'hui à la retraite, avait alors rencontré de nombreux représentants du gouvernement et de l'industrie nucléaire. Il avait pour mission de recommander aux Japonais le système de filtrage développé par *Elektrowatt* en collaboration avec la société *Sulzer* de Winterthur qui, en cas de fusion du cœur du réacteur d'une centrale nucléaire devait empêcher la libération de substances radioactives ainsi que le risque d'explosion.

De quoi s'agit-il? L'accident de Harrisburg, en 1979, avait montré que lors de la fusion du cœur d'un réacteur, de grandes quantités d'hydrogène explosif pouvaient se former. Lorsqu'un réacteur est surchauffé, il en résulte une surpression dangereuse. Il faut donc évacuer un mélange de vapeur et d'hydrogène de la cuve du réacteur qui, d'une part, est contaminé par des particules radioactives et, d'autre part, est hautement explosif une fois exposé à l'air. C'est cette combinaison qui fait de la fusion du cœur du réacteur une catastrophe nucléaire.

Aussi *Elektrowatt* a-t-il développé ce système qui filtre le matériau nucléaire à sa sortie du réacteur presque totalement, à part des

quantités négligeables sans danger. En plus, l'hydrogène est retransformé en eau inoffensive par des appareils appelés recombineurs. Ce qui est génial dans ce système de secours, c'est qu'il est passif, c'est-à-dire qu'il fonctionne sans énergie extérieure, sur la base de simples lois physiques naturelles, même lors d'une panne totale d'électricité. L'amélioration d'un réacteur nucléaire à l'aide de ces filtres et recombineurs coûte 20 à 30 millions de francs.

Epouvante et critiques sévères

Selon Ferroni, les Japonais, à l'époque, se sont montrés impressionnés et intéressés. Les sociétés *Mitsubishi* et *Toshiba*, leaders du marché japonais du nucléaire, ont commandé par la suite des études à *Elektrowatt*. Elles ont été livrées en 1993 et ont montré que les systèmes de secours d'*Elektrowatt* s'intégreraient sans problèmes dans les centrales nucléaires japonaises. Parmi les firmes intéressées se trouvait notamment le géant de l'électricité *Tokyo Electric Power Company (Tepco)*. Il s'intéressait entre autres à l'amélioration des réacteurs de Fukushima qui avaient été construits dans les années 1970 d'après les plans de la société américaine *General Electric* et exploités par *Tepco*.

En 1996, *Elektrowatt* a transmis une étude détaillée pour l'amélioration des centrales nucléaires de *Tepco*. Par la suite, Ferroni n'a plus eu de nouvelles du géant de l'électricité de Tokyo, jusqu'en mars dernier lorsqu'à Fukushima Daiichi, il y a eu des fusions dans trois des six réacteurs après la catastrophe du tsunami. Ce qui est arrivé est exactement ce contre quoi Ferroni avait mis en garde les Japonais il y a deux décennies. Après l'arrêt du refroidissement et du courant de secours s'est produite la fusion du cœur du réacteur. Comme *Tepco* n'avait installé ni filtres ni recombineurs, on a fait sortir la vapeur des réacteurs surchauffés dans l'enceinte extérieure où l'hydrogène s'est mélangée à l'air et s'est évaporée. Lors de l'explosion de l'enceinte de confinement de grandes quantités de matériau radioactif se sont répandues librement dans l'environnement.

Pourquoi *Tepco* a-t-il renoncé à équiper ses installations du système de sécurité est une question ouverte. Dans les centrales de Leibstadt et de Beznau, le système d'*Elektrowatt* a pu être installé sans problème. *Mühleberg* et *Gösgen* ont été équipés de systèmes

semblables de *Siemens*, comme toutes les centrales nucléaires en Allemagne. Les Français, de leur côté, ont développé leur propre système.

Conclusion: La catastrophe nucléaire de Fukushima aurait été techniquement impossible sous cette forme en Europe occidentale. Aux Etats-Unis, la situation est différente car les autorités de surveillance n'exigent pas de systèmes de filtrage et de recombinaison. Selon Ferroni, il existe en Amérique toute une série de vieilles centrales nucléaires dont les normes de sécurité correspondent à celles de Fukushima Daiichi.

Pourtant l'idée qu'une catastrophe comme celle du Japon pourrait se produire à tout instant dans chaque centrale nucléaire s'est installée dans beaucoup d'esprits. Les slogans simplistes («Tchernobyl est partout») dont se servait avec succès le lobby antinucléaire dans les années 1980 déjà sont aujourd'hui toujours aussi faux qu'à l'époque.

Plus on connaît les détails de la catastrophe de Fukushima, plus la solidarité initiale des spécialistes du nucléaire européen envers leurs collègues japonais se transforme en épouvante et parfois en critiques sévères. *Bruno Pellaud*, qui a également participé au projet de filtre d'*Elektrowatt* et qui a été ensuite directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a dressé la liste d'une série de failles de sécurité à Fukushima. Outre l'absence d'installations de filtrage, de recombineurs d'hydrogène et d'une enceinte de confinement extérieure comme on les trouve depuis longtemps dans les installations nucléaires européennes, il n'y avait pas de systèmes alternatifs capables de maintenir le refroidissement lors de la défaillance du ravitaillement en énergie de secours.

Parmi les experts, l'incompréhension est grande, surtout à propos de la très mauvaise interprétation des risques des séismes sous-marins au Japon. D'après des journaux spécialisés allemands et anglais, pendant les seuls cinq derniers siècles, quatorze tsunamis provoquant des vagues de 10 mètres ou plus auraient été enregistrés sur la côte japonaise. Que les Japonais n'aient pas, à Fukushima, protégé les systèmes de refroidissement et les groupes électrogènes de secours contre les inondations au moyen de bunkers, comme c'est la norme en Europe occidentale, constitue une faute grave. Depuis, même dans les

milieux spécialisés, on entend critiquer les dispositifs de secours des Japonais, pourtant loués au début.

Une sécurité améliorée dans le monde entier

La colère des Européens est compréhensible. En Suisse et en Allemagne précisément, les centrales nucléaires, modernisées à grands frais (plusieurs milliards de francs) et qui sont les plus sûres du monde, devraient maintenant être arrêtées et démantelées parce qu'à l'autre bout du monde, on a négligé la sécurité? Des pays aux normes moins sévères, comme les Etats-Unis, où se trouvent presque un quart des centrales nucléaires du monde, échappent aux radars. La situation est grotesque.

Il faut dire que les angoisses irrationnelles concernant le nucléaire, qui se concentrent avant tout dans l'espace germanophone, sont d'origine interne. Le phénomène, manifestement de nature politique, idéologique ou psychologique, ne peut pas être expliqué sous l'angle de la physique. Les études d'*Elektrowatt* des années 1990 montrent que non seulement les risques de l'énergie nucléaire mais aussi les mesures de protection sont connues dans les moindres détails depuis longtemps. Du point de vue technique, la catastrophe de Fukushima n'a pas apporté de nouvelles connaissances. Objectivement, elle rend l'énergie nucléaire plus sûre parce qu'elle a entraîné dans le monde entier une amélioration des normes de sécurité.

Ce qui est nouveau, c'est uniquement qu'on saura dans quelques années à quels dommages il faut s'attendre après une catastrophe survenue dans une centrale nucléaire occidentale. Comme il n'y a jamais eu de contamination comparable, on ne sait pas combien de temps il faudra pour qu'on puisse de nouveau vivre et travailler dans la région contaminée. Comme il apparaît aujourd'hui, on a tendance à surestimer considérablement les risques de la radioactivité. Malgré toutes les failles de sécurité au Japon, jusqu'à aujourd'hui aucun humain n'est mort des suites de la fusion du cœur des réacteurs de Fukushima. A part trois ouvriers qui ont marché dans de l'eau contaminée avec des chaussures basses, personne n'a reçu une dose dangereuse de rayons. Pour le moment, rien n'indique que cela changera. •

Source: *Weltwoche* n° 30/31, 2011

L'énergie provenant de l'eau

par Fabrice Müller

L'énergie hydraulique est la source d'énergie la plus importante de Suisse. L'«Energiedienst Holding» (Service énergétique) assure ainsi de l'énergie fraîche. Il construit une centrale hydroélectrique à Rheinfelden, la plus moderne d'Europe, pour environ 470 millions de francs suisses. Celle-ci produira cette année encore de l'énergie pour 170000 ménages.

L'avenir de l'hydroélectricité mugit, bouillonne, pétillie et coule à Rheinfelden, dans le canton d'Argovie. Ici on construit la centrale hydroélectrique la plus moderne d'Europe. «La nouvelle centrale fournit du courant propre pour environ 170000 ménages», déclare Alexandra Edlinger-Fleuchaus. Elle est chargée du service de communication de l'Energiedienst Holding à Laufenburg qui est responsable de la construction. Dans un pays qui tire la moitié de son énergie de l'énergie hydraulique, un tel projet de construction éveille toujours une grande fascination. Surtout parce qu'il n'y a guère de nouvelles installations. On manque de sites, ou de la volonté politique, selon le point de vue.

Mais Rheinfelden est plein d'énergie quand il s'agit de l'hydroélectricité. Et cela dans une commune recouverte à 50% de forêt. Quatre turbines bulbes forment le cœur de la nouvelle centrale. Elles produiront chaque année 600 millions de kilowattheures d'énergie renouvelable. Trois fois plus que l'ancienne centrale. Pour baisser le niveau de l'eau, la pente utilisable a pu être augmentée de six à environ neuf mètres. Cela rajouté aux puissantes turbines, fournissant un débit total



(photo thk)

de 1500 mètres cubes d'eau par seconde, a augmenté les performances de manière significative. «Ce projet est orienté vers l'avenir, car avec les connaissances techniques les plus actuelles, le courant est générée à partir d'énergie renouvelable», explique Alexandra Edlinger-Fleuchaus.

Une nouvelle rivière de montagne

L'énergie hydraulique est une des rares sources d'énergie renouvelable utilisable de

manière permanente. Les centrales utilisent l'énergie potentielle de l'eau qui est accumulée jusqu'à un certain niveau. L'énergie disponible résulte de la masse d'eau et de la différence de l'altitude entre l'amont et l'aval. Par conséquent, on essaie de mener autant d'eau que possible vers la centrale et de la faire passer à travers les turbines pour la transformer ensuite en énergie électrique.

En plus de la technologie la plus moderne, l'intégration de la nouvelle centrale dans la

nature et les mesures d'amélioration écologique montrent une caractéristique particulière de ce grand projet à Rheinfelden. Une passe à poissons et des sites de frai fourniront à de multiples organismes un nouvel espace vital et naturel. Dans sa dimension et sa conception, il simulera le caractère d'une rivière de moyenne montagne – avec des rapides, des canaux profonds et des îles de gravier. En tout, l'Energiedienst Holding investit environ 15 millions de francs suisses pour 65 mesures écologiques. «Rheinfelden a été le premier projet de construction de son genre qui a été soumis à une étude d'impact sur l'environnement», déclare Alexandra Edlinger-Fleuchaus.

Deuil concernant un monument historique

Dans la région et au de-là, on a beaucoup discuté de cette nouvelle construction d'une centrale hydroélectrique, car l'ancienne, située à environ 130 mètres en amont et âgée de plus de 100 ans, a dû être détruite. Elle a été le foyer de la première installation mondiale à l'échelle industrielle à produire du courant électrique alternatif et était considérée comme l'une des plus anciennes installations survivantes utilisant à grande échelle l'énergie hydraulique renouvelable. Mais même le Congrès mondial du comité international pour la préservation du patrimoine culturel industriel n'a pas eu de succès: l'ancienne digue a été démolie. En 2003, la construction de la nouvelle centrale hydroélectrique a débuté. Cette année encore, elle sera terminée. •

Source: *ecolife*, 3/2011

(Traduction *Horizons et débats*)

Le Mécanisme de stabilité européen, manœuvre dilatoire pour différer les faillites

Interview de Joachim Starbatty, professeur d'université, Tübingen



Joachim Starbatty
(photo mad)

Horizons et débats: Au mois de septembre, le Bundestag devrait adopter une loi rendant contraignant pour l'Allemagne l'accord conclu par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne sur l'introduction du Mécanisme de stabilité européen (MSE) à partir de 2013: jusqu'ici, l'opinion publique ne sait quasiment rien du contenu de ce MSE. Avez-vous envisagé de porter de nouveau plainte devant la Cour constitutionnelle allemande?

Joachim Starbatty: Le Mécanisme de stabilité européen prend la relève du Fonds européen de stabilité financière (FESF) censé protéger l'euro contre les attaques des spéculateurs et dont l'existence est limitée à deux ans. Transformé, il devra soutenir les États menacés de faillite, et cela durablement. Il passera de 750 à 1000 milliards d'euros. Le FMI apportera 250 milliards et les États de la zone euro 750 milliards. Ce qui est remarquable, c'est que les prêts accordés par le MSE prévoient un fonds de garantie de 250 milliards afin d'obtenir la meilleure note (triple A). Il faut s'attendre à ce que certains pays ne puissent pas se porter garants puisqu'ils sont eux-mêmes en difficulté. Le MSE est même en droit d'acheter des emprunts des États au bord de la faillite. C'est à cela que s'oppose surtout la Banque centrale allemande car, en finançant directement les déficits publics d'autres pays, on s'engage dans une union européenne de dettes.

En contrepartie, la chancelière allemande a pu imposer le Pacte de l'euro qui vise à augmenter le rendement et la compétitivité des États de la zone euro: retraite à partir de 65 ans, prise en compte du facteur démographique dans le calcul des retraites; prise en compte de l'augmentation de la productivité lors des accords salariaux, suppression des clauses d'indexation des salaires, par exemple en Italie, en Belgique et au Luxembourg. Ici, les pays concernés manifestent



«D'un point de vue économique, le Mécanisme de stabilité européen prolonge la survie des pays au bord de la faillite sans vraiment les assainir. Il s'agit donc d'une manœuvre dilatoire imposée par le sommet qui plonge davantage les pays endettés dans la spirale des dettes.» (photo mad)

une forte (et en partie insurmontable) opposition. On a fini par convenir que les pays membres s'efforceraient d'obéir à ces critères d'obligations financières: obligations financières concrètes des pays débiteurs de la zone euro en échange d'un «engagement à faire des efforts». Cela équivaut à des «non-valeurs» classiques (créances irrécouvrables).

D'un point de vue économique, le MSE prolonge la survie des pays au bord de la faillite sans vraiment les assainir. Il s'agit donc d'une manœuvre dilatoire imposée par le sommet qui plonge davantage les pays endettés dans la spirale des dettes. Notre plainte déposée devant la Cour constitutionnelle fédérale devrait amener la Cour à mettre des garde-fous juridiques contre les endettements sans limites afin que les pays ne se noient pas financièrement.

Nombreux sont ceux qui prétendent que c'est surtout l'Allemagne qui est touchée par les plans de sauvetage et qu'elle le sera également par le MES. Etes-vous de cet avis? Existe-t-il un projet politique d'autres États et gouvernements destiné à affaiblir l'Allemagne?

Ayant la plus forte économie, l'Allemagne participe pour 27% aux mesures de sauve-

tage. Cela correspond à sa part du capital propre de la Banque centrale européenne; cette part dépend du poids relatif des États de la zone euro. Elle augmente naturellement si certains États cessent d'être des garants. Il n'y a donc pas de limite supérieure. C'est également valable pour la France, dont la part est de 20%. Comme en France le chômage est plus important, le taux de croissance plus faible et la dette souveraine beaucoup plus élevée qu'en Allemagne, le poids de la dette française va être beaucoup plus lourd.

Il n'y a pas de projet d'affaiblir l'Allemagne. Une Allemagne affaiblie ne pourrait plus répondre aux obligations des États endettés de la zone euro. Une autre question est de savoir si l'actuel sauvetage des États endettés endosse par tous affaiblit l'Allemagne. Ici, la réponse est oui.

Comment les autres pays de l'UE réagissent-ils au projet de MES?

La plupart croient que l'Allemagne les abrite et leur épargne en grande partie les tempêtes. C'est une illusion et la France en particulier s'en rendra bientôt compte. Là-bas, la problématique de la dette sera le sujet déterminant de la campagne présidentielle et un mouvement des «vrais Français» va se constituer.

Quelles solutions voyez-vous à la crise actuelle de l'endettement qui touche presque tous les pays de l'UE? Que faudrait-il faire pour que naisse la volonté politique nécessaire?

Tout d'abord prendre conscience qu'on ne peut pas remédier à des structures de production défectueuses, comme le marché américain de l'immobilier, au moyen d'une politique financière et monétaire inconsidérée. On ne fait que retarder et aggraver les problèmes. Pour la zone euro, l'idée ancienne doit s'imposer selon laquelle les gouvernements savent qu'ils sont responsables du laisser-aller de la politique financière.

L'*Economist*, magazine économique de réputation mondiale, a écrit que «l'économie moribonde de la Grèce n'[était] absolument pas compétitive». Cela s'applique également aux autres pays endettés de la zone euro. La seule solution pour eux est de quitter l'Union monétaire, de dévaluer leur monnaie, qui redeviendrait une monnaie nationale, et de rééchelonner sérieusement leur dette. C'est le seul moyen pour eux de redresser leur économie. S'ils ne le font pas, l'Allemagne aura, dans un avenir pas si lointain, également besoin d'un sauveteur.

Déclaration de Berlin des entreprises familiales sur la crise de l'euro*

Avec sa politique de sauvetage de l'euro, le gouvernement fédéral s'est engagé sur une voie funeste. Le gouvernement est responsable de ce que la limite supérieure de la dette souveraine décidée au moment de l'introduction de l'euro n'a pas été respectée. Il a abandonné l'année dernière le principe selon lequel aucun pays ne devait répondre des dettes d'un autre pays de la zone euro. Et par sa politique, il a finalement contribué à faire perdre son indépendance à la Banque centrale européenne.

Les risques qui pèsent sur le budget allemand sont devenus imprévisibles. Aussi le Bundestag doit-il agir. C'est ce que lui demandent expressément les entreprises familiales. L'Union monétaire doit reposer sur de nouvelles bases. Il doit devenir possible d'en sortir ou d'en exclure tel ou tel pays. Les Parlements nationaux doivent utiliser davantage toutes leurs compétences que jusqu'ici.

Les entreprises familiales qui soutiennent cette déclaration observent avec une vive inquiétude ce qui se passe au sein de la zone euro. Leur pensée et leur action sont déterminées par le leitmotiv de la responsabilité individuelle. Le sérieux, la stabilité et la durabilité sont leurs principes suprêmes. C'est ce

qui a fait d'elles l'élément porteur de l'économie allemande. Elles savent quel rôle essentiel jouent à cet égard des finances publiques saines et une monnaie stable.

Les règles du Traité de Maastricht axées sur la stabilité et les mesures disciplinaires qu'il contient se sont avérées insuffisantes. Une minorité de pays de la zone euro respecte le plafond dans ses nouvelles dettes. Et la «clause de no bail out» du Traité de Lisbonne qui interdit de recourir à l'argent des contribuables d'un pays pour résoudre les problèmes financiers d'un autre pays a pratiquement été jetée par-dessus bord avec le plan de sauvetage de la Grèce.

L'Union monétaire est devenue une union de transfert. Avec les plans de sauvetages généreux destinés à l'Irlande et au Portugal les risques ont considérablement augmenté et pourraient s'aggraver. La crainte que les mesures d'économie imposées ne freinent plutôt qu'elles ne favorisent la conjoncture est justifiée. En effet, les économies frappent avant tout les couches les plus défavorisées de la population et constitueront plutôt un obstacle aux investissements, à la consommation, à l'emploi et donc à une éventuelle croissance et

aviveront les tensions sociales dans les pays concernés. Les émeutes récentes en témoignent.

Actuellement c'est la République fédérale qui porte le plus grand poids de la crise de l'euro. Si l'on additionne le plan de sauvetage de la Grèce et la garantie de l'Allemagne pour le Fonds européen de stabilité financière (FESF), on arrive à un montant total de 141 milliards d'euros. Quand le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF) entrera en vigueur, les garanties de l'Allemagne pour le sauvetage de l'euro se monteront, en l'état actuel des négociations, à 190 milliards d'euros. Ainsi l'Allemagne prend des engagements additionnels qui représentent un bon tiers de l'ensemble des recettes fiscales de la Fédération, des Länder et des communes. A cela s'ajoute le fait que la Banque centrale européenne a abandonné son indépendance. A la demande pressante des gouvernements, elle finance maintenant des dettes souveraines dans des proportions inconnues jusqu'ici. En outre, elle doit répondre des milliards de pertes des banques qui dépendent d'elle.

Ainsi, aucune des promesses qui nous ont été faites au moment de notre adhésion à l'Union monétaire n'a été tenue:

- la promesse que l'introduction de l'euro représentait un pacte de stabilité et de croissance,
- celle qu'aucun pays ne devait répondre des dettes d'un autre pays et finalement
- celle que la seule mission de la Banque centrale européenne était de garantir la stabilité.

Maintenant la balle est dans le camp du Parlement. Les entreprises familiales qui s'associent à cette Déclaration demandent aux députés au Bundestag de mettre fin à la politique irresponsable de l'Allemagne en matière de dettes. Même le Conseil scientifique auprès du ministère fédéral de l'économie a vivement critiqué cette politique des plans de sauvetage et rejeté la justification selon laquelle il n'y avait «pas d'alternative».

Stiftung Familienunternehmen, Prinzregentenstrasse 50, D-80538 München, info@familienunternehmen.de, www.familienunternehmen.de

On trouvera la liste des 100 entreprises familiales qui soutiennent la «Déclaration de Berlin» sur le site indiqué ci-dessus.

(Traduction Horizons et débats)

* La présente Déclaration de Berlin a été rédigée dans le cadre de la Conférence monétaire mondiale que la Fondation Familienunternehmen et la «WELT-Gruppe» ont organisée le 27 juin 2011 à Berlin.

Signes d'alerte en France

A long terme, dans les 10 prochaines années, la France deviendra un problème pour une zone euro réduite. L'économie française ne croît presque plus, le nouvel endettement se situe trois fois en dessus de la valeur limite de Maastricht, le bilan est profondément dans le rouge. La France elle aussi a commencé à entamer son capital. En 2010, le pays a dû emprunter 74 milliards nets à l'étranger. Durant les 4 années de la présidence de Sarkozy, la dette souveraine a augmenté pour atteindre 430 milliards de francs. D'après une étude du «Centrum für Europäische Politik» (CEP) de Fribourg-en-Brigau, les Grecs consomment plus qu'ils ne produisent depuis 10 ans, les Portugais depuis huit ans, les Italiens depuis trois ans et les Français depuis 2010.

Même dans l'intérêt de la France bien compris, il était imprévoyant de vouloir imposer l'euro comme prix de la réunification et, en plus, d'imposer l'adhésion à l'union monétaire des pays méditerranéens financièrement faibles pour pouvoir majoriser la Banque centrale allemande au Conseil de la BCE. En outre, la France, en tant que deuxième actionnaire de la BCE et donc deuxième pourvoyeur et garant du sauvetage après l'Allemagne, serait en cas de crise encore moins capable que l'Allemagne d'honorer ses garanties de crédit. A Paris, on n'a pas très envie de payer pour d'autres. La France manque aussi d'une base indus-

trielle comme celle de l'Allemagne. A Paris, on suppose apparemment que les marchés de capitaux se laisseront bluffer et qu'ils croient au sauvetage de l'euro. On n'a pas songé que le contribuable français pourrait devoir payer la note.

Ces perspectives ne sont pas réjouissantes car le partenariat avec la France occupe à juste titre une place importante dans la politique extérieure allemande. Il serait donc d'autant plus judicieux d'élaborer avec Paris un plan B pour prévenir un effondrement incontrôlé de la zone euro. Au cours de l'histoire de la finance, il y a toujours eu des gouvernements et des banques qui ont fait faillite et des monnaies qui ont été remplacées par d'autres: sans responsabilité individuelle, il n'y a pas de liberté.

L'euro, comme toute monnaie sans couverture basée sur le crédit, vit de la confiance des acteurs du marché. On ne peut pas la prescrire et elle peut s'écrouler en une nuit. Un retrait de la Grèce dès mai 2010 n'aurait pas affaibli mais renforcé l'euro. La monnaie commune n'est pas un but en soi. Elle doit avoir plus d'avantages que d'inconvénients. L'euro n'est pas plus identique à l'UE que celle-ci à l'Europe. Affirmer que l'Europe échouera si l'euro échoue est imprudent, irresponsable et objectivement faux.

Source: *G&M Gold & Money Intelligence*, édité par Bruno Bandulet, n° 362 du 1/8/11

UE – La crise de l'euro

Le deuxième plan de sauvetage à la Grèce est décidé. Finalement la politique a cédé à la pression des marchés au détriment des contribuables. L'évolution des taux d'intérêt pour les obligations publiques grecques est à la baisse. Il fallait s'y attendre, du fait que les exigences des créanciers du pays sont couvertes par les Etats de l'UE. Cela va incontestablement à l'encontre des accords et des règlements existants, mais dans la mesure où il n'y a pas de plaignant, il n'y a pas de juge. La Commission européenne a donné son accord, les citoyens de l'UE sont dans l'ignorance et la haute finance est satisfaite. Une fois de plus, on a manqué l'occasion de mettre en place de véritables solutions à ce problème.

Tout ceci n'est qu'une remise à plus tard qui coûtera cher. Les décisions du Sommet européen ont été enregistrées avec joie par les marchés financiers. On continue dans la redistribution, ayant réussi, une fois de plus, par des faux-fuyants à contourner les problèmes de la crise de l'euro, de l'endettement des pays et de la redistribution entre les Etats de l'UE.

Les politiques ne cessent de mettre le doigt sur la menace d'un défaut de paiement

En dressant l'oreille, on saisit que les politiciens et les médias prétendent «indépendants» envisagent sérieusement un défaut de paiement de ce fameux plan de sauvetage (qui n'est pas couvert par le droit). Les contribuables sont en train de découvrir à petits pas, ce que les experts savent depuis longtemps. On n'évitera pas une coupure dans les dettes. Cela signifie que, à l'encontre de toutes les promesses des politiciens, il y aura des coupes sombres dans les crédits – des milliards ont d'ores et déjà disparu. On n'a pas affaire au «sauvetage de l'euro», mais bien à un «report de l'insolvabilité».

Selon l'avis d'experts sérieux, comme *Wilhelm Hanke*, une évaluation sérieuse et objective de l'endettement amène à constater que seuls l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande ont quelques chances de maîtriser leurs budgets sans aide extérieure. *Hans-Werner Sinn*, chef d'*Ifo*, s'exprime dans une interview au journal «Frankfurter Allgemeine Zeitung» de la manière suivante: «La mise en commun des dettes en Europe est en marche. Les sommes supplémentaires, octroyées presque gratuitement aux Grecs, sont définitivement perdues.» Il considère que c'est du «chantage» de la part des responsables européens que de prétendre que l'euro s'effondrera si l'Allemagne refuse de payer davantage.

Le macro économiste *Ansgar Belke*, de l'*Institut allemand de recherche économique* (DIW – Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung) estime que, selon les calculs actuels, les contribuables allemands auront à payer des milliards pour financer les plans de sauvetage de l'euro. «Le plancher de la charge pour l'Allemagne se trouve entre 43 à 48 milliards d'euros.» déclare-t-il dans une interview au journal F.A.Z. Dans la mesure où, à l'avenir, toutes sortes de pays devraient s'accrocher au fonds de secours européen de stabilité financière, l'union monétaire prendrait le chemin d'une union de responsabilités, ce qui coûterait cher à l'Allemagne.

C'est l'Allemagne et quelques autres Etats de l'UE qui paieront

En fait, c'était prévu dès le début, comme le reconnaît ouvertement *Thomas Klau*, le directeur du bureau parisien du cercle d'étude «European Council on Foreign Relations» (ECFR), dans le journal «Die Presse». A noter que la veille du sommet de crise de l'UE, on avait mis sur le tapis, au sein du gouvernement allemand, la sortie de l'euro par l'Allemagne. C'était aussi une option. C'est pourquoi le président français *Sarkozy* se rendit de toute urgence à Berlin pour rappeler à *Angela Merkel* ses responsabilités envers l'euro et l'UE. La situation était devenue si critique que, de son côté, le directeur de la Banque centrale européenne, *Jean-Claude Trichet*, apparut également à Berlin. C'est ainsi qu'on en arriva à l'«union de transfert». L'Allemagne et les quelques autres pays qui ne croulent pas encore sous les dettes seront contraints de payer. La pression de la communauté des pays sur l'Allemagne avait abouti et cette dernière prend sur elle, de façon presque illimitée, les dettes des autres. Après cet accord, selon les dernières nouvelles, le ministre des Finances allemand *Schäuble* a mis en gage les 80% des entrées fiscales annuelles pour le sauvetage des pays de l'UE en perte.

On peut comprendre la joie de Nicolas Sarkozy étant donné que la France se trouve aussi sur l'actuelle liste du «Handelsblatt-CEO-Default-Index» des pays au bord de la faillite, à côté de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne, de la Belgique, de l'Italie et de Chypre. La situation financière des Etats de l'UE est toujours plus divergente, selon le «Centrum für Europäische Politik» (CEP) de Fribourg-en-Brigau.

Source: *interinfo* – n° 392, août 2011
(Traduction *Horizons et débats*)

Le soft power, le «sauvetage» de l'euro et les Verts allemands

Politiquement, les décisions et les plans destinés à «sauver» l'euro représentent un nouvel affaiblissement des Etats nations européens et un nouveau transfert du pouvoir politique aux organes de l'UE. Ce transfert représente en même temps une attaque contre la démocratie parlementaire fondée sur le droit et la séparation des pouvoirs ainsi qu'un pas en avant vers un exécutif de l'UE sans contrôle démocratique et sans séparation des pouvoirs.

La question est de savoir si certains Etats de la zone euro se situent dans la ligne de mire particulière des acteurs. L'opposition croissante, en Allemagne, aux plans actuels montre aussi que beaucoup d'Allemands pensent que leur pays va être très fortement impliqué. La lecture de l'ouvrage, paru en 2009, de *George Friedman*, fondateur et directeur de «Stratfor, la plus importante agence de presse au monde», et intitulé «Les 100 ans à venir. Un scénario pour le XXI^e siècle»,* on se rend compte que c'est davantage qu'un «sentiment». Ce livre est toutefois moins un pronostic sûr – qui pourrait sérieusement l'établir? – qu'un indice sur les réflexions américaines. Elles montrent qu'outre-Atlantique, on n'a apparemment pas encore accepté que le siècle américain s'achève. Au contraire, Friedmann parle d'un siècle américain qui ne fait que commencer,

et pour un prix très élevé, c'est-à-dire une troisième guerre mondiale.

Les Verts allemands sont résolument aux côtés des Etats-Unis. Leur président *Cem Özdemir* a déjà, il y a quelques années, parallèlement au «Project for a New American Century» néoconservateur, fulminé contre la Russie. Et récemment, soutenu par d'autres Verts, il a de nouveau critiqué le Premier ministre russe *Poutine*.

Les Verts sont aussi en première ligne quand il s'agit de miner l'Etat allemand et son ordre constitutionnel et de donner davantage de pouvoir à l'exécutif de Bruxelles. *Joschka Fischer*, ex-ministre vert de la propagande en faveur de la guerre, l'avait déjà fait en mai 2000 dans un discours très remarqué tenu à l'Université Humboldt de Berlin.

Ensuite, les Etats-Unis ont encore développé le concept de «soft power» («puissance douce»); car certains membres des «think tanks» («laboratoires d'idées») d'outre-Atlantique sont d'avis que la puissance ne résulte pas seulement de la force militaire mais a besoin d'un grand éventail d'astuces politiques.

* *George Friedman, Die nächsten hundert Jahre. Die Weltordnung der Zukunft.* ISBN 978-3593389301 (L'édition française paraîtra en automne 2011)

«Si l'on ne trouve pas de créanciers ... les Etats-Unis feront faillite»

L'insolvabilité menace-t-elle à nouveau les USA? Cette question est en fait superflue, car les USA sont insolubles. La faillite des Etats-Unis est camouflée à travers le relèvement toujours renouvelé du plafond de la dette d'Etat – d'ailleurs jusqu'à présent déjà 93 fois! Comment peut-on sérieusement prétendre que les USA ne sont pas en faillite uniquement parce qu'ils augmentent constamment leur cadre de déficit? Aux USA, la limite de la dette supérieure fut introduite en 1917 et fixée à cette époque à 11,5 milliards de dollars américains. Depuis, elle fut déjà augmentée 93 fois, depuis 1962, 74 fois, et depuis 2001, déjà dix fois. Le système financier vit de l'illusion de remboursement. Et celle-ci éclate actuellement. De plus en plus de gens se demandent comment cela va continuer. Pas besoin d'être économiste de formation pour constater que le point à partir duquel un remboursement des dettes étatiques est encore possible est dépassé depuis longtemps. (Point de non-retour)

Les USA contractent chaque jour 5 milliards de dollars américains de nouvelles dettes pour être encore solvables. Les dettes étatiques américaines ont atteint fin juillet 2011 14,7 billions de dollars américains, soit

14 700 milliards. L'administration Obama a estimé un déficit de 1,6 billions de dollars américains seulement pour cette année, soit 1600 milliards. Obama avait déclaré au début de sa présidence son but de diminuer les dettes d'Etat de moitié jusqu'à l'année 2013, il aura jusqu'en 2013, au contraire, augmenté les dettes de 6 billions de dollars, soit 6000 milliards. Ainsi, de «petites erreurs de calcul» devraient quand même être permises à la «dernière superpuissance qui reste au monde», et qui «seule est autorisée moralement à promouvoir le nouvel ordre mondial» (citation *George Bush sen.*). Si jamais aucun nouveau créancier n'est trouvé, le jeu est fini, les USA font faillite. Comment peut-on encore manoeuvrer dans une telle situation sans issue, voilà qui est totalement incompréhensible. On ne peut pas calculer mathématiquement la fin d'un tel système, mais nous nous trouvons dans la phase terminale. Exactement comme *Madoff* qui avait de plus en plus besoin de nouveaux payeurs pour servir des intérêts et des dettes, les USA ont aussi besoin de toujours davantage de créanciers, lesquels supposent visiblement qu'ils récupéreront aussi à la fin leur argent plus intérêts.

Source: *interinfo*, suite 392, août 2011

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

La politique de régionalisation de l'UE

rmh. «L'Europe représente davantage que la somme de ses Etats nationaux; les Etats nationaux ne sont pas capables de garantir l'avenir de l'Europe», telle est l'annonce d'un colloque de la Bayerischen Landeszentrale für politische Bildungsarbeit.¹

Cette affirmation n'est pas prouvée. Cela vaut aussi pour l'affirmation d'après 1945 qui voulait faire croire que l'existence des Etats nationaux était la cause des fréquentes guerres en Europe.

En prônant cette affirmation, on a transféré de plus en plus de «compétences» nationales (en langage de l'Union), c'est-à-dire des droits de souveraineté², à l'UE. La possibilité de prendre des décisions indépendantes, partie intégrante d'un Etat national souverain, a été abandonnée.³ En Allemagne, cela ne concerne pas que le gouvernement fédéral, mais aussi les Länder. Ainsi, dans le traité de Maastricht de 1993, fut créé «un comité des régions» (CdR) pour donner aux régions la possibilité «d'articuler leurs intérêts». Ce comité a une fonction consultative et a donc aussi peu de droit de décision que le Parlement européen. Il n'est par conséquent pas un organe de représentation nationale ni «démocratique» dans le sens propre du terme.

«Par régions, on comprend les territoires des 27 Etats de l'UE dont la population a des points communs ethniques, linguistiques ou culturels. Elles ont le droit de créer des unités administratives. En Grande-Bretagne, une telle région est le pays de Galles, en France c'est la Bretagne et en Allemagne, ce sont les Bundesländer.⁴

Que la création d'une Europe des régions soit dans l'intérêt allemand, s'explique par sa structure fédérale.⁵ Aussi n'y a-t-il pas de «régions européennes», d'origine naturelle comme les Länder allemands ayant des institutions politiques. Mais les Länder allemands, eux non plus ne sont pas tous «d'origine naturelle», mais des constructions rafistolées, après la Seconde Guerre mondiale, par les Alliés de l'Ouest, d'après des points de vue purement économiques.

Ce qui est intéressant c'est que la Bundeszentrale für politische Bildung⁶ dise: «l'idée est surtout promue par ces partisans de l'intégration européenne qui s'investissent pour une structure fédérale de l'UE, et qui veulent affaiblir les déficits de la démocratie par une structure efficace, décentralisée et proche des citoyens [...]. La résistance politique est causée par l'élargissement des compétences des régions au détriment des devoirs souverains de l'Etat national.»

En principe, cette citation comprend tous les points essentiels qui ne correspondent pas au droit d'une construction étatique démocratique avec séparation des pouvoirs et souveraineté. En ce qui concerne la proximité avec les citoyens et la réduction des déficits de la démocratie, on peut déduire du rang purement consultatif, ne possédant aucun pouvoir de décision du comité des Régions, qu'il n'en est rien. Sur ce point, les Länder allemands perdent au change.

Cette soi-disant «régionalisation» suggère de la proximité avec le citoyen (parce qu'elle

ne se présente pas sous une forme centralisée), des éléments de démocratie directe (parce qu'elle feint d'être à la base), moins d'Etat (parce qu'elle contourne l'Etat national), moins de centralisme (parce qu'elle feint de réduire le centralisme bruxellois).

En réalité, elle n'est pas démocratique du tout car elle n'a pas de légitimation démocratique. Elle n'est légitimée par aucun vote des citoyens et elle n'est pas contrôlée non plus. Qu'une région ait le droit de présenter un projet à Bruxelles en étant rémunéré par Bruxelles, ne la transforme pas en institution démocratique. Et «l'élargissement des compétences des régions», comme on dit en belle langue bruxelloise, ronge les Etats nationaux de l'intérieur. Et cela en plus des 80% des lois votées déjà transférées à Bruxelles.

Pourtant, la région est un facteur important au niveau économique. Et c'est seulement par intérêt économique que les régions doivent s'unir pour qu'elles puissent être à la hauteur de la «mondialisation». «Un argument avancé pour une formation de régions stratégiques de par le bas est que les effets de l'internationalisation de l'économie ne concernent pas que les seules communes mais toute la région, et qu'une coopération régionale réussie devient de plus en plus un facteur important de site dans la concurrence que les villes et communes se font pour les marchés et le potentiel de développement».⁷

Pour briser la résistance des Etats-membres plutôt «centralistes» on a créé, sous le slogan «Quand les frontières nous relient» le concept des «eurorégions». Celles-ci sont des régions transfrontalières, composées de plusieurs territoires frontaliers. En 1985 fut fondée l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE). Elle «défend les intérêts» des 270 régions (actuellement) de 33 pays européens et 16 organisations interrégionales.

La «politique de régionalisation ou d'agglomération» de l'UE,⁹ propagée par beaucoup d'associations et de programmes, et déjà réalisée, anéantit – de facto – les frontières politiques des seuls Etats et les réduit à des frontières purement administratives. «Des régions ou agglomérations» sont composées selon de purs points de vue économiques et «soumises» directement à Bruxelles. Elles sont financées directement par Bruxelles en contournant les budgets nationaux et elles agissent selon des directives spécialement élaborées pour «la régionalisation de l'Europe». Les «Eurorégions» (comme Ems-Dollart, lac de Constance (Bodensee), Pro-Europa-Avia-

drina),¹⁰ situées au long de la frontière allemande du Nord au Sud et du Sud au Nord, comprennent de une à trois régions dont une est toujours située en pays voisin.¹¹

Dans son livre «Minorités et Régionalismes dans l'Europe Fédérale des Régions. Enquête sur le plan allemand qui va bouleverser l'Europe», Pierre Hillard a fait des recherches sur les bases et objectifs des eurorégions, la politique des minorités et la charte des langues, et il est arrivé à la conclusion que l'Allemagne, par ce procédé, arrive à mettre le pied dans ses pays voisins. «Les régions transfrontalières» pourraient aussi nous faire penser à une «politique impérialiste».

L'idée allemande d'une «Grande Europe» (Grosseuropa) a déjà, dans l'histoire, hanté la tête de beaucoup d'Européens. Elle est complétée par la Charte des langues et des minorités de l'UE attribuant à chaque minorité respectueuse en pays étranger des droits et protection spéciaux. Si l'on regarde la carte de l'Europe actuelle, on doit constater que l'Allemagne est le pays ayant le plus de compatriotes de sa langue et de sa culture à l'étranger. Ainsi l'Europe devient «plus allemande».

La régionalisation fait sauter les Etats nationaux par l'intérieur et l'extérieur. Elle est, contrairement à la prétendue «proximité avec le citoyen», une réduction supplémentaire des droits démocratiques des peuples. Les cartes montrées par Pierre Hillard mettent en lumière «le Flickenteppich» (le tapis rapiécé). Chaque petite pièce sera seule en face du gouffre de Bruxelles. Sans droits, sans pouvoir de décision. Ayant seulement le droit de compétition économique. C'est le seul principe qui compte.

C'est dans l'intérêt de qui, la mondialisation? A qui profite l'économisme à outrance de tous les domaines de la vie? •

¹ L'Europe des Régions. Un colloque du ministère d'Etat bavarois pour l'enseignement et la culture et de la centrale fédérale pour la formation politique du 25 novembre 2010. [Europa der Regionen. Eine Veranstaltung des Bayerischen Staatsministeriums für Unterricht und Kultus und der Bayerischen Landeszentrale für politische Bildungsarbeit am 25. November 2010]

² Selon Jean Bodin (1529–1596) la législation, la décision sur guerre et paix, l'investiture des hauts fonctionnaires, les plus hautes décisions judiciaires.

³ 80% de toutes les lois sont «faites» aujourd'hui à Bruxelles; et cela par une commission qui n'a pas été votée et qui ne pratique plus la séparation des pouvoirs, qui, pourtant, depuis les Lumières, fut exigée comme antidote efficace contre l'abus de pouvoir par les gouvernants, et au cours de l'his-

Les membres de l'Assemblée des Régions d'Europe

- 270 régions membres de 33 pays
- 16 organisations membres internationales
- 12 organisations géographiques interrégionales
 - Association de régions frontalières européennes ARFE
 - Communauté de travail des Alpes Adriatiques
 - Communauté de travail des Alpes Occidentales (COTRAO)
 - Communauté de travail des pays du Danube
 - Communauté de travail des Pyrénées
 - Communauté de travail des régions alpines
 - Conférence Transjurassienne (CTJ)
 - Communauté de Travail Galice-Nord Portugal
 - Communauté de Travail de la Basse et Moyenne Adriatique
 - Coopération Subrégionale des Etats de la Mer Baltique (BSSSC)
 - L'Arc de la Manche
 - Association des Populations des Montagnes du Monde
- 4 organisations interrégionales sectorielles
 - Assemblée des Régions Européennes Viticoles (AREV)
 - Assemblée des régions européennes fruitières, légumières et horticoles (AREFLH)
 - Association des Agences pour la Démocratie Locale (AADL)
 - Union des Dirigeants Territoriaux de l'Europe (UDITE)

toire imposée aux niveaux législatif, exécutif et judiciaire.

⁴ cf. glossaire de l'UE, www.bundesregierung.de

⁵ cf. annotation 4

⁶ www.bpb.de/popup/popup_lemmata.html?=&guidHU8BHV, Europa der Regionen-Lexikon, Quelle: Schubert, Klaus/Martina Klein: Das Politlexikon. 4., aktual. Aufl. Bonn

⁷ sauf la Bavière

⁸ in: Perspektiven für ein Europa der Regionen. URL: publikationen/1998/perspektiven-fuer-ein-europa-der-regionen.html

⁹ Pierre Hillard, «La décomposition des nations européennes. De l'union euro-atlantique à l'Etat mondial.» Paris 2010. Annexe 8

¹⁰ Ainsi par exemple l'«Alpen-Adria»-Arbeitsgemeinschaft, in: Pierre Hillard, *ibid.* Annexe 1

¹¹ La liste des régions peut être consultée sous http://de.wikipedia.org/wiki/Liste_der_Europaregionen.

Les accords bilatéraux et la libre-circulation des personnes avec l'UE: Un bilan très mitigé

par Patrick Schäfli*

D'abord une chose: Les accords bilatéraux ont en Suisse une tradition de longue date. Et de loin pas uniquement ceux avec l'Union européenne. A travers les siècles, la Suisse a réussi à assurer ses intérêts par des accords bilatéraux auprès de divers pays du monde. Je voudrais avant tout souligner qu'il faudrait aussi promouvoir des accords bilatéraux avec les pays dans le monde qui ont de l'avenir. Ainsi, dans l'intérêt de notre pays, il faudrait encourager à conclure des accords de libre-échange avec les marchés émergents, tels la Chine, l'Inde, la Malaisie, et les Etats du Golfe. Une orientation unilatérale vers l'UE, comme c'était souvent le cas dans le passé, n'est aujourd'hui plus de mise. Notre pays doit s'assurer les marchés de l'avenir.

En public, on prétend souvent que toute personne qui analyse de manière critique l'un ou l'autre des accords bilatéraux avec l'UE voudrait jeter par-dessus bord tous ces accords. Mais ce n'est pas du tout le cas. Mais je mets en garde contre la reprise irréfléchie de toutes les nouvelles lois de l'UE par la Suisse. L'accomplissement quasi automatique et la sur-régulation doivent être stoppés. Ce n'est d'ailleurs pas une honte, si les politiques suisses réapprennent à défendre avec véhémence les intérêts du pays, l'UE le fait depuis longtemps. Ainsi il n'y a aucune raison de nous laisser dénigrer en tant que «profiteurs». Un peu plus d'honnêteté ne ferait pas de mal à certains parlementaires du niveau fédéral. Avant l'introduction de la libre-circulation des personnes, de nom-

breux politiciens avaient mis des lunettes roses pour présenter leurs arguments. «L'introduction de la libre-circulation des personnes ne posera aucun problème, il y aura peu d'immigration en Suisse et s'il devait y en avoir, ce seront uniquement des travailleurs spécialisés, recherchés chez nous etc.». Voilà ce qu'on prétendait. Aujourd'hui, nous savons que ces pronostics optimistes se sont avérés faux. Nous constatons actuellement une immigration massive et difficile à contenir, avant tout de l'Allemagne. Ce sont avant tout des emplois sensibles de cadres au sein de la Confédération, des médecins, des dentistes etc. qui sont affectés. L'augmentation massive des médecins conduit à l'augmentation des primes de caisse maladie. Le Conseil fédéral doit reconnaître d'urgence qu'un ajustement de la libre-circulation des personnes avec l'UE est nécessaire. Nous avons sans doute besoin de personnes qualifiées venant d'autres pays, mais bien moins que ceux qui cherchent actuellement un emploi en Suisse. Il y a un grand nombre de travailleurs qui viennent dans notre pays pour des domaines dans lesquels il n'y a pas de manque. Ceux qui nient ce problème – parce que ce qui ne doit pas exister n'existe pas pour eux – mettent en péril la confiance de la population dans le gouvernement. Nous avons un besoin urgent d'un réajustement et d'une restriction de l'entière libre-circulation des personnes avec l'UE. Les clauses correspondantes se trouvent dans les accords bilatéraux (clause-soupage).

A propos des accords de Schengen et de Dublin, l'argumentation est en partie la même, embellissante. Il était cependant question de plus de sécurité, de moins de requérants d'asile etc. En réalité, aujourd'hui, les demandes d'asile, qui ont déjà été examinées dans un autre pays membre de l'espace Schengen, sont réexaminées à la frontière suisse. Très peu de choses ont changé en mieux. L'augmentation massive du nombre de dossiers le montre de façon impressionnante. Même des pays du noyau de Schengen, tel le Danemark, constatent une augmentation massive du trafic de drogues et de l'immigration illégale et réintroduisent les contrôles aux frontières.

Le bilan de la libre-circulation des personnes dans sa forme actuelle n'est pas positif. Il va de soi que la Suisse a aussi besoin de personnes qualifiées de l'étranger, non pas uniquement de l'UE, mais aussi de pays comme le Japon, Singapour et les Etats-Unis.

Lors du développement des accords bilatéraux avec l'UE, il faut que notre délégation de négociateurs ait beaucoup plus de capacité de s'imposer. Un libre-échange agricole mettrait massivement en danger l'agriculture suisse. Le gouvernement fédéral ferait bien de prendre enfin au sérieux les soucis justifiés de notre population et de prendre des mesures ciblées. •

* Patrick Schäfli est candidat PLR au Conseil national, député au Grand Conseil et habite à Pratteln BL. Il est né en 1971 et est économiste HWV.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch

Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Vaud: votation cantonale du 4 septembre 2011

Quand les réformes issues du sérail politique nuisent à l'école

par Jean-François Huguélet, canton de Vaud

C'est en 1990 que je débutai dans l'enseignement, en tant que maître auxiliaire non formé à la pédagogie. C'était dans une école professionnelle, celle-là même que j'avais quittée en tant qu'élève à peine plus de 6 ans auparavant. Un retour aux sources, quoi!

Une chose me frappa d'emblée: la réticence des élèves à produire un texte en français. Je compris bien vite l'origine de leur gêne lorsque je corrigeai, dans quatre classes parallèles, un travail dans lequel il leur était demandé de présenter un thème d'économie politique sur une page et demie environ.

A l'exception de quelques travaux d'assez bonne facture, les fautes d'orthographe faisaient écho aux fautes de syntaxe et de grammaire. Il y avait, dans certaines productions, jusqu'à cinq fautes par ligne en moyenne, et jusqu'à plusieurs fautes dans un même mot. Je devais parfois lire un mot ou une partie de phrase à haute voix pour la décrypter.

Alors inexpérimenté, je ne me posai pas davantage de questions et attribuai cette première impression à une représentation déformée et idéalisée de ma propre scolarité.

L'année suivante, en été 1991, j'entrai en formation pédagogique dans le cadre de l'école obligatoire vaudoise. Enseignant en mathématiques, économie et géographie pour des élèves des classes terminales (niveau scolaire de base), supérieures (niveau moyen) et pré-gymnasiales (niveau supérieur), je pris connaissance du terrain de l'enseignement dans un collège de bonne réputation regroupant des jeunes de milieux sociaux très divers. Cette période de formation fut aussi pour moi à l'origine de mes premiers doutes sur les méthodes d'enseignement. Je ne comprenais pas bien quel intérêt il y avait à amener les élèves à découvrir par eux-mêmes la théorie alors qu'ils sont parfaitement disposés à la comprendre et à l'appliquer lorsqu'elle leur est bien expliquée. Mais je me pliai de bonne grâce à ces méthodes, estimant que mes formateurs avaient bien plus d'expérience que moi et savaient de quoi ils parlaient. Ma formation terminée à la satisfaction de mon directeur, mon contrat fut reconduit, d'abord annuellement, puis à long terme.

L'une de mes surprises fut de découvrir parmi mes collègues expérimentés que j'appréciais beaucoup, des enseignants qui tenaient des propos particulièrement amers qui me touchèrent profondément: «De toute façon, on ne peut plus rien leur apprendre à ces jeunes, non seulement ils ne savent rien, mais en plus, ils ne s'intéressent à rien.» Cette vision fataliste ne correspondait pas à mes propres observations, ni à mon sentiment.

Un de mes collègues me fit découvrir les méthodes de français imposées dans l'école vaudoise depuis 1981, année où je quittai le collège en tant qu'élève pour commencer un apprentissage. L'enseignement du français avait été réformé et les règles de grammaire n'y apparaissaient presque plus, si ce n'est sous forme ludique, parfois associées à des couleurs. Une idée de «génie», adoptée sans discernement par l'autorité scolaire d'alors et qui avait amené, en moins de 10 ans, près de 15% des élèves sortant de l'école obligatoire au bord de l'illettrisme. Je fus stupéfait que cela soit possible, mais mes observations de ma première année d'enseignement me revinrent alors à l'esprit.

Dans le même temps, l'exercice de l'orthographe par la dictée avait été pratiquement proscrit, parce que, disait-on, trop stigmatisant pour les élèves qui commettent des fautes et font de mauvaises notes. Seuls des maîtres réfractaires osaient encore se livrer à l'exercice, avec bien souvent la caution morale des parents des élèves concernés.

Dès 1996, l'école vaudoise fut profondément remaniée par une réforme (Ecole Vaudoise en Mutation – EVM) émanant d'un compromis politique. Mise en place de façon verticale avec la promesse qu'elle ne coûterait presque rien et sans aucun souci de l'impact qu'elle déploierait dans les classes, cette réforme acheva de déstabiliser le corps enseignant en supprimant les derniers repères institutionnels.



C'est alors que l'école vaudoise s'engagea dans une fuite en avant. Correction après correction, on institua un système d'évaluation sans notes pour les classes jusqu'en cinquième année, puis on supprima les options spécifiques des élèves des classes supérieures, enfin on supprima les notes de toute la scolarité en changeant la dénomination des appréciations, puis on revint en arrière. Dans le désarroi ambiant, les rares consignes que les enseignants recevaient de leur hiérarchie étaient les suivantes: «Nous vous faisons confiance, faites au mieux avec ce que vous avez.» Même en tenant compte des années de fortes tensions syndicales, jamais le corps enseignant vaudois n'avait été aussi déstabilisé. C'est aussi dans cette période de grande incertitude que la confiance des parents vaudois dans l'institution scolaire s'est le plus érodée, à juste titre, mais au plus grand dam d'enseignants impuissants, réduits à subir les exigences contradictoires de leur hiérarchie aussi désemparée qu'eux à tenter de colmater les brèches.

Avec la réorganisation qui s'ensuivit, les exigences bureaucratiques et les tracasseries administratives prirent le relais, imposées par des supérieurs technocrates. Les enseignants furent de plus en plus absorbés par des réunions de concertation, des formations, des colloques, des méthodes de correction compliquées, des conseils de classe de plusieurs heures chacun. Durant ce laps de temps, le pensum administratif des enseignants fut plus que triplé, les démobilisant d'autant de leur mission première: l'instruction.

Je dois probablement à mon esprit indépendant et un peu frondeur le fait d'avoir pu surmonter cette période de troubles. D'autres enseignants y ont perdu une partie de leur

Le problème

On constate depuis des années une baisse générale du niveau de connaissances des élèves qui sortent de l'école obligatoire. Il en va de même de leurs capacités d'attention, de persévérance et de maîtrise de soi.

Pour l'essentiel, cette évolution est due à des changements continus, à des méthodes pédagogiques inappropriées et à un système d'évaluation imprécis.

La réponse

Des enseignants et des parents ont lancé une initiative populaire reprenant l'entier du problème. Leurs propositions évitent de chambarder l'école vaudoise une fois de plus.

Ecole 2010 rend leur rôle aux enseignants: apprendre aux enfants à travailler, leur transmettre des connaissances précises et systématiques, contrôler leurs progrès. En bref, les préparer à leur vie d'adulte, en particulier professionnelle.

santé et de leur foi professionnelle. Comme certains de mes collègues, je n'ai jamais cédé aux sirènes de la modernité ou de la facilité, j'ai continué d'enseigner de façon conforme à ma conscience. Je pouvais heureusement me baser sur une certaine expérience professionnelle. Les résultats de mes élèves étant là pour valider mes méthodes, je n'ai jamais été inquiet par ma hiérarchie.

En 2002, avec une quinzaine de collègues, nous fondions une association d'enseignants, l'AVEC, qui avait pour but d'apporter une vision critique mais constructive de la base à la hiérarchie. Les statuts furent adoptés par 95 membres, l'association crût en six mois jusqu'à 320 membres, puis son effectif plafonna. Madame Lyon, ministre en charge de l'école, se réjouit publiquement de la création de cette association professionnelle, estimant que cela permettait de mettre un «visage» à la grogne des salles des maîtres.

Dans les faits, les démarches de l'association se heurtèrent à une attitude hostile et méprisante. Lorsque l'AVEC fit remonter les critiques, l'autorité considéra ces dernières comme décalées, passéistes et réactionnaires, parce que non conformes aux tendances pédagogiques du moment, parce que contraires à la volonté idéologique de «calibrer» tous les élèves sous l'appellation d'«égalité des chances». Après avoir tenté sans succès de faire entendre la voix du terrain auprès des autorités scolaires cantonales pendant plus de quatre ans, l'AVEC décida de porter son action sur le terrain politique, celui de l'initiative populaire.

Il faut aussi dire qu'avec l'adoption massive par le peuple de l'article constitutionnel décrétant l'harmonisation des systèmes scolaires suisses (HarmoS) les autorités scolaires

vaudoises tenaient le parfait alibi pour passer la vitesse supérieure de leur desseins collectivistes dans l'organisation de l'école. L'AVEC ne pouvait pas laisser l'école vaudoise s'engager à son tour dans la vision idéologique du «collège unique» et du «bac pour tous» qui a mené l'école française à la quasi-faillite pédagogique.

Mais c'est surtout des constats de base qui encouragèrent l'AVEC à se lancer dans l'arène politique. On peut être pour ou contre les réformes, mais l'évidence, c'est qu'elles ont conduit à une situation insatisfaisante reconnue à la fois par les maîtres d'apprentissage, les parents, les maîtres professionnels, les maîtres de gymnases et les universités: trop d'élèves ont des connaissances insuffisantes pour faire face correctement aux exigences des formations subséquentes. Pire, nombreux sont les élèves qui ont fait toute leur scolarité dans le canton, qui se retrouvent en situation de quasi-illettrisme (près de 20%!) et ne maîtrisent même pas les notions arithmétiques de base.

La décision fut prise de lancer une initiative légale rédigée de toutes pièces en novembre 2006. La rédaction fut commencée dès décembre. En janvier 2007, l'ASPICS (association de parents également critique sur la gestion de l'école) se joignit à la rédaction. Puis, ce fut autour de l'AVPC, autre association de parents, de se joindre à l'initiative. C'est en tout pas moins de 40 séances (de trois heures à toute une journée) qui occupèrent les initiés à peaufiner les éléments du texte, enseignants et parents tous bénévoles et apolitiques, relecture après relecture. A bout touchant, le texte fut soumis à deux avocats et à un panel de politiciens. Tous se montrèrent enthousiastes sur la qualité du travail fourni et peu nombreuses furent les modifications à apporter.

Le texte fut déposé en septembre 2007 à la chancellerie d'Etat et validé en janvier 2008 par plus de 15 200 signatures de citoyens, sous l'appellation «ECOLE 2010, sauver l'école». Visant principalement à structurer l'enseignement, à permettre que les pratiques pédagogiques souhaitées par les maîtres soient validées par la loi, à rendre une véritable liberté pédagogique aux maîtres, à appliquer un système d'évaluation et de promotion simple, cohérent et compréhensible, à offrir dans les classes des conditions d'enseignement favorisant un enseignement efficace, cette initiative fut reçue avec colère par l'autorité qui n'avait pas l'habitude de voir ses choix discutés par la base.

Mais les initiés y étaient préparés. Ils avaient compris que toute émanation critique, si elle ne peut être étouffée, fait l'objet d'une guerre sans merci de la part de ceux qui tiennent les arcanes scolaires sous leur joug idéologique depuis près de trente ans.

L'ironie a voulu qu'une majorité du Grand Conseil vaudois opte pour un contre-projet issu d'un consensus politique avec des promesses, des slogans et des méthodes très proches de ceux qui avaient servi pour l'élaboration, et finalement l'adoption d'EVM. En fait, ce contre-projet prolonge et accentue les défauts de la réforme de 1996. Dans une période proche des élections fédérales, puis cantonales, personne ne s'étonnera que certains caciques de la politique parlementaire vaudoise aient voulu «couvrir leurs arrières» en s'engageant dans une logique du compromis politique qui les met, pensent-ils, à l'abri des conséquences électorales. Mais le peuple n'a pas la mémoire courte et surtout, pas d'a priori idéologique.

La réforme EVM a marqué les esprits et il serait étonnant que le Souverain l'ait oublié. C'est pourquoi les initiés ont très bon espoir que les Vaudoises et les Vaudois auront à cœur de tourner le dos à près de trente ans d'idéologie dans l'école qui l'ont conduite dans une situation insatisfaisante, une impasse. Pour tourner cette page de l'histoire, la solution est finalement assez simple:

Voter OUI à l'initiative ECOLE 2010, voter NON à son contre-projet (LEO).

Plus d'informations sur le site: www.ecole2010.ch

Cinq mesures simples et de bon sens

1 Améliorer la VSO pour en faire une vraie voie préprofessionnelle

La VSO offre un programme insuffisant et apparaît à beaucoup comme une voie au rabais. Ecole 2010 la renforce pour en faire une vraie voie préprofessionnelle.

Ecole 2010 conserve le système des trois filières, qui a fait ses preuves, ainsi que les passerelles qui les relient.

2 Découpage annuel

L'organisation en cycles de plusieurs années empêche de tenir un programme rigoureux. Ecole 2010 prévoit un découpage annuel, rythme naturel qui permet un meilleur suivi de l'élève et une détection plus précoce et plus sûre de ses lacunes.

3 Des conditions de promotion claires, des notes et des moyennes

Aujourd'hui, les conditions de promotion sont approximatives et les évaluations sont peu compréhensibles pour les élèves et leurs parents. Ecole 2010 fixe des conditions de promotion claires. Des notes, des moyennes par branches et une moyenne générale permettront de vérifier si ces conditions ont été atteintes.

De la sorte, on évitera aussi l'arbitraire des appréciations non chiffrées.

4 Un enseignement structuré et systématique

Les méthodes d'enseignement actuelles ne conviennent ni aux élèves, ni aux maîtres, ni aux parents, dont beaucoup ne peuvent plus aider leurs enfants.

Ecole 2010, tout en garantissant le choix des méthodes aux maîtres, accorde la priorité à des pédagogies structurées et systématiques. Accessibles aux élèves et à leurs parents, elles prévoient des exercices réguliers ainsi qu'un contrôle fréquent de l'acquisition des connaissances.

5 Nouveau: les classes régionales d'encadrement

Trop de classes souffrent d'un désordre excessif. Ecole 2010 ouvre, à l'intention des perturbateurs, des classes régionales à effectif fortement réduit dans lesquelles ils seront placés temporairement.

Ils y profiteront durant une année au moins d'un encadrement fort dans une filière correspondant à leurs capacités, d'appuis scolaires et de devoirs surveillés, dans une dynamique du succès et sous la conduite de professeurs expérimentés.

Ecole 2010 propose ici une véritable nouveauté, qui répond à une situation nouvelle et qui permettra de soulager les classes ordinaires.